

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1994/L.44
1er mars 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES
SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU
D'EMPRISONNEMENT

Allemagne, Argentine*, Australie, Autriche, Belgique*, Bulgarie,
Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Finlande, France, Hongrie,
Irlande*, Maurice*, Norvège*, Portugal*, République tchèque*, Roumanie,
Rwanda*, Sénégal*, Slovaquie*, Suède*, Suisse* : projet de résolution

Question de la détention arbitraire

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1985/16 du 11 mars 1985, dans laquelle elle a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'analyser les renseignements disponibles sur la pratique de l'internement administratif sans chef d'inculpation ou jugement, et de faire des recommandations sur le recours à cette pratique,

Réaffirmant les articles 3, 9, 10 et 29 ainsi que les autres dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant les articles 9, 10, 11 et 14 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant pris acte avec satisfaction, à sa quarante-septième session, du rapport révisé de M. Louis Joinet sur la pratique de la détention administrative (E/CN.4/Sub.2/1990/29 et Add.1) et des recommandations qui y sont formulées,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988, a adopté l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui couvre également la détention administrative, et qu'il n'y a, par conséquent, plus lieu de traiter la question de la détention administrative indépendamment, même si, dans certains cas, la procédure d'internement administratif donne lieu à des abus spécifiques,

Rappelant également sa résolution 1991/42 du 5 mars 1991, sa résolution 1992/28 du 28 février 1992 et sa résolution 1993/36 du 5 mars 1993,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1994/27),

Ayant entendu les commentaires formulés pendant la cinquantième session de la Commission,

1. Exprime sa satisfaction au Groupe de travail sur la détention arbitraire pour la diligence avec laquelle il a mis au point ses méthodes de travail, et pour la manière dont il accomplit sa tâche, notamment pour avoir rappelé l'importance qu'il porte au respect de la procédure contradictoire dans son dialogue avec les Etats et à l'instauration d'une coopération avec tous ceux qui sont concernés par les cas soumis à son examen;

2. Prend acte avec satisfaction du rapport du Groupe de travail, entre autres en ce qu'il examine point par point les demandes formulées dans la résolution 1993/36, et remercie les experts pour la rigueur avec laquelle ils se sont acquittés de leur mission, compte tenu du caractère très spécifique de leur mandat qui est d'enquêter sur des cas;

3. Demande au Groupe de travail de continuer, dans l'accomplissement de son mandat, à rechercher et recueillir des informations auprès des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'auprès des individus concernés, de leur famille ou de leurs représentants légaux;

4. Invite le Groupe de travail à continuer à prendre en compte la nécessité de s'acquitter de sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, et à améliorer ses méthodes de travail dans le cadre de son mandat;

5. Prend acte des délibérations adoptées par le Groupe de travail sur des questions de portée générale (voir E/CN.4/1994/27, sect. II), en vue d'assurer une prévention accrue, de faciliter l'examen de cas futurs, et de contribuer à renforcer encore l'impartialité de ses travaux;

6. Prend acte aussi de l'importance que le Groupe de travail attache à la coordination avec les autres mécanismes de la Commission des droits de l'homme ainsi qu'avec les organes de surveillance des traités, et l'invite à persévérer dans ses efforts;

7. Exprime ses vifs remerciements aux gouvernements qui ont coopéré avec le Groupe de travail et ont répondu à ses demandes d'information, et demande à tous les gouvernements concernés de faire preuve du même esprit de coopération;

8. Demande aux gouvernements concernés d'accorder l'attention voulue aux "appels urgents" qui leur sont adressés par le Groupe de travail sur une base strictement humanitaire et sans préjuger du caractère de la détention;

9. Exhorte les gouvernements concernés à prêter dûment attention aux décisions du Groupe de travail, à prendre, le cas échéant, les mesures appropriées et à faire connaître au Groupe de travail, dans des délais raisonnables, les suites données à ses recommandations afin qu'il puisse en informer la Commission;

10. Encourage les gouvernements à appliquer les recommandations du Groupe de travail concernant les personnes détenues depuis plusieurs années qui sont mentionnées dans le rapport du Groupe de travail;

11. Encourage les gouvernements à envisager d'inviter le Groupe de travail à se rendre dans leur pays, afin de lui permettre de s'acquitter encore plus efficacement de son mandat de protection, et de faire des recommandations concrètes concernant la promotion des droits de l'homme, sous l'angle des services consultatifs ou de l'assistance technique;

12. Se félicite que le Groupe de travail ait été informé de la libération de nombreuses personnes dont la situation avait été portée à son attention;

13. Se déclare préoccupée par le fait que les cas les plus fréquents de privation arbitraire de liberté découlent de l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression;

14. Note avec préoccupation que, selon le Groupe de travail, la pratique de la détention arbitraire est facilitée et aggravée par plusieurs facteurs tels que l'abus des états d'exception, l'exercice des attributions propres aux états d'exception sans déclaration formelle, le non-respect du principe de proportionnalité entre la gravité des mesures prises et la situation concernée, une définition trop vague des atteintes à la sécurité de l'Etat et l'existence de juridictions spéciales ou d'exception;

15. Encourage les Etats à s'efforcer de prendre les mesures appropriées afin d'assurer la conformité de leur législation dans ces domaines avec les instruments internationaux pertinents;

16. Encourage aussi les Etats, conformément à sa résolution 1992/35 du 28 février 1992 intitulée "Habeas corpus", et aux recommandations du Groupe de travail, à se doter d'une procédure telle que l'habeas corpus, en tant que droit attaché à la personne auquel il ne peut être dérogé, y compris en période d'état d'exception;

17. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le Groupe de travail reçoive effectivement toute l'assistance nécessaire, notamment le personnel et les ressources dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat, y compris pour organiser et effectuer des missions dans les pays qui souhaiteraient inviter le Groupe de travail, et en assurer le suivi;

18. Décide de renouveler pour une période de trois ans le mandat du Groupe de travail, composé de cinq experts indépendants, chargé d'enquêter sur les cas de détention imposée arbitrairement ou de toute autre manière incompatible avec les normes internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans les instruments juridiques internationaux pertinents acceptés par les Etats concernés;

19. Prie le Groupe de travail de lui présenter un rapport, à sa cinquante et unième session, et de lui faire toutes suggestions et recommandations qui lui permettraient de s'acquitter encore mieux de sa mission, notamment sur les voies et moyens d'assurer le suivi effectif de ses décisions, en coopération avec les gouvernements, et de poursuivre à cet effet ses consultations;

20. Décide de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante et unième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Questions des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement".
